

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

DC4

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.

Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

■ Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Franche-Comté

Valparc – Zac de Valentin

25043 BESANCON CEDEX

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA CCI DE REGION FRANCHE-COMTE

Valparc – Zac de Valentin – 25043 BESANCON CEDEX

Téléphone : 03 81 47 42 00

Télécopie : 03 81 80 70 94

Courriel : crci@franche-comte.cci.fr

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

ACTION COLLECTIVE D'ACCOMPAGNEMENT DE 5 ENTREPRISES A L'ISO 50001

dans le cadre du programme « Perdez vos kilowatts superflus »

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- ☒ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

CAP QUALITE TOTALE | FRANCAIS Marc Gérant

¹ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

CLEMENT QUALITE CONSULTING | Xavier CLEMENT

6 Grande rue 70100 GERMIGNEY

Mail : ContactCQC@free.fr | Tel : 06 70 54 50 83

Siret : 514 056 977 00010

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public) :

EURL

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

Siret : 514 056 977 00010

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

Xavier CLEMENT Gérant ; justificatif = extrait KBIS

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(article 115 du code des marchés publics)* :

(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☒ OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

En cas de défaillance présentiel du candidat de l'intervenant, accompagnement à la mise en place d'un système de management de l'énergie ISO 50001.

■ Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

- Taux de la TVA : **20%**
- Montant maximum HT : **850 € HT / journée**
- Montant maximum TTC :

■ Modalités de variation des prix : -

G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer : **CLEMENT QUALITE CONSULTING**

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire : **LCL**

Numéro de compte : **FR05 3000 2025 3300 0007 0888 G34 | CRLYFRPP**

■ Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

30 jours fin de mois ; Facturation mensuelle

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :
(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☒ OUI

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

Cf. dossier candidature Xavier CLEMENT | CLEMENT QUALITE CONSULTING

-
-
-
-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) **Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) **Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) **Marchés de défense et de sécurité :**

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions

de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

☒ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

OU ☒ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A GERMIGNEY, le 26/01/2014

A LA LOYE, le 26/01/2014

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Xavier CLEMENT

Marc FRANCAIS

CLEMENT QUALITE CONSULTING
Sarl au capital de 3 000 €
6 Grande Rue - 70100 GERMIGNEY
Port. 06 70 54 50 83 - contact@tree.fr
RC VESOUL 514 056 973 00419 - APE 7490 B



Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A _____, le _____

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____ , le

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
au 17 Décembre 2013

IDENTIFICATION

Dénomination sociale	CLEMENT QUALITE CONSULTING
Numéro d'immatriculation	514 056 977 R.C.S. VESOUL
Date d'immatriculation	05/08/2009

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE MORALE

Adresse du siège	6 Grande Rue 70100 Germigney
Forme juridique	Société à responsabilité limitée à associé unique (Société à associé unique)
Capital	3 000,00 Euros
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre
Durée de la personne morale	Jusqu'au 04/08/2108
Dépôt d'actes constitutifs	N° 2009A1128 du 05/08/2009
Journal d'annonces légales	L'EST REPUBLICAIN du 05/08/2009

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE

Gérant - Associé unique

Nom / Prénoms	CLEMENT Xavier
Date et lieu de naissance	Le 17/05/1962 à Compiègne (60)
Nationalité	Française
Demeurant	6 Grande Rue 70100 Germigney

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL ET A L'ACTIVITE

Adresse de l'établissement principal	6 grand rue Grande rue 70100 Germigney
Nom commercial	CLEMENT QUALITE CONSULTING
Activités exercées dans l'établissement	À l'égard des entreprises : Gestion du système de management de la qualité, de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement des entreprises. Animation des revues de direction. Planification des audits. Gestion et veille documentaire. Gestion des réclamations. Actions correctives et préventives. Mise en oeuvre et déploiement des outils qualité, des diagnostics. Approche processus et amélioration continue, préparation aux certifications (normes). Démarche learn-manufacturing. Audit tierce partie aux certifications commanditées par les organismes certificateurs. Commerce d'ouvrages en rapport avec l'objet.
Date de début d'activité	03/08/2009
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

AUTRE MENTION OU OBSERVATION

- Mention n° 1118 du 08/04/2011	Modification de la date de clôture de l'exercice social à compter du 31/12/2010 : Ancienne : 30/06 Nouvelle : 31/12
---------------------------------	---

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

18/12/2013 21:59:49 - N° de gestion : 2009B00209

page 2/2



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE
PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, prélèvements, etc.). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreurs ou retards d'imputation.

Banque	Indicatif	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation
30002	02533	0000070888G	34	CL GRAY (02533)

IDENTIFICATION INTERNATIONALE :

IBAN	FR05 3000 2025 3300 0007 0888 G34
Code B.I.C.	CRLYFRPP

TITULAIRE DU COMPTE : **CLEMENT QUALITE CONSULTING**

CENTRE DE PAIEMENT DU RSI

2 rue Denis Papin
25010 BESANCON CEDEX

A BESANCON, le 17 Janvier 2014

15437-210114-2018504016939-1-14016933-034-1680



214012101ATT00MPRESL00



VOTRE CONTACT RSI

Tél. : 0811010812

Courriel : www.rsi.fr/contact

VOS RÉFÉRENCES

N° Sécurité Sociale 1620560159075

Rappeler ce numéro de Sécurité sociale
pour toute correspondance

N° SIRET 51409797100014 C

N° TI 437000001810537439 5

Page 1/1

MR CLEMENT XAVIER ROBERT
EURL CLEMENT QUALITE CONSULTING
6 GR GRANDE RUE
70100 GERMIGNEY

CADRE LÉGAL

Article 46 du Code des Marchés Publics.

Monsieur,

Le Directeur du centre de paiement RSI certifie que :

CODE DE SÉCURITÉ

YMT202VYXJEV11M

La vérification de l'authenticité et de la
validité de ce document s'effectue sur
www.rsi.fr/attestations

MR CLEMENT XAVIER ROBERT

Numéro Sécurité sociale : 1620560159075

Numéro Siret : 51409797100014

Adresse d'activité : 6 GR GRANDE RUE
70100 GERMIGNEY

est à jour de ses obligations en matière de déclarations et de paiements des cotisations de Sécurité sociale (maladie-maternité, indemnités journalières, retraite, invalidité-décès, allocations familiales) et des contributions sociales (CSG/CRDS et, le cas échéant, de la contribution à la formation professionnelle - CFP) au 31 décembre 2013.

Ce document est établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

Fait à : BESANCON

Le : 17/01/2014

Le Directeur